DFAE-Division politique II p.B.15.21.Cha.-YO/DCA p.B.15.11.Cha.

Berne, le 6 novembre 1992

Note d'entretien

Mission économique Suisse à Taïwan les 10/11 novembre 1992 dirigée par le Secrétaire d'Etat F. Blankart / Démarche de l'Ambassade de la République populaire de Chine

Intervention le 6 novembre 1992 (14h - 14h30) auprès du soussigné de M. Huang Daosheng (H), Conseiller politique à l'Ambassade de la République populaire de Chine (RPC), sur ordre de son gouvernement:

La prochaine visite du Secrétaire d'Etat F. Blankart à Taïwan préoccupe et inquiète beaucoup les autorités chinoises. Le problème taïwanais constitue toujours un problème très important et sensible, car il implique la souveraineté de la RPC. La Chine ne s'oppose pas à ce que la Suisse maintienne et développe ses relations économiques et commerciales avec Taïwan au niveau inofficiel. Mais elle s'oppose à tout pays qui, ayant des relations diplomatiques avec la RPC, développe des relations officielles avec Taïwan. Il s'agit là d'une position conséquente. Les autorités chinoises respectent beaucoup M. F. Blankart en tant que Secrétaire d'Etat, car il a beaucoup fait pour les relations bilatérales entre la Suisse et la RPC. Mais cette fois-ci sa visite à Taïwan ne manquera pas d'avoir des retombées d'ordre politique dans nos relations bilatérales. La presse et les autorités de Taïwan ont déjà commencé à faire beaucoup de tapage et de commentaires au sujet de cette visite dans le but de saboter nos bonnes relations bilatérales. Les autorités de la RPC espèrent que le Secrétaire d'Etat F. Blankart annule cette visite.

A la question de savoir si le soussigné diposait d'informations complémentaires au sujet de cette visite, il lui a été répondu que l'Ambassade de la RPC devrait s'adresser dans ce but à l'OFAEE.

Le soussigné a alors fait part à H des remarques suivantes:

- il s'agit d'une visite informelle, de nature économique;
- la RPC entretient elle-même d'étroites relations économique avec Taïwan;
- des représentants de nombreux autres Etats effectuent des visites à Taïwan.

H rétorque qu'il est vrai que depuis quelques années les relations entre le continent et l'île se sont très relâchées, assouplies, surtout dans les domaines économique, commercial et en matière d'investissements, et même aussi dans les trois domaines suivants en matière de politique économique: transports / PTT / commerce.



La RPC a proposé que des contacts aient lieu entre les autorités de la RPC et celles de Taïwan pour discuter, négocier la réunification souhaitée par la RPC. Taïwan a répondu qu'elle préférait les contacts indirects.

La réunification devrait se réaliser selon le modèle de Hong Kong: un pays / deux systèmes. Taïwan pourrait donc maintenir son système actuel, sauf pour ce qui concerne la souveraineté sur l'île, qui reviendrait à la RPC. Les autorités chinoises sont conscientes qu'il ne s'agit pas là d'un projet qui se réalisera du jour au lendemain.

Les relations économiques et commerciales entre le continent et l'île, effectivement bien développées, sont orientées vers l'amélioration des relations entre eux, vers la stabilité de la région. Elles préparent la réunification du pays. Si Taïwan se développait de façon séparée, surtout dans les domaines politique et diplomatique, cela serait un encouragement à la politique obstinée de Taïwan de parvenir à une reconnaissance politique et diplomatique. Cela prolongerait l'état actuel des choses, irait à l'encontre des efforts faits par la RPC. La conséquence en serait donc négative.

Il est vrai que des représentants d'autres pays effectuent des visites à Taïwan. C'est par exemple le cas des Etats-Unis. Mais il ne faut pas oublier que Taïwan constitue un grave problème dans les relations sino-américaines. D'année en année, il y a des luttes, des divergences et des discussions entre les deux pays à ce sujet. Il est heureux que pour ce qui concerne la Suisse ce problème soit loin d'être tel. La RPC remercie la Suisse de cet état de choses.

Le continent et l'île se rapprochent donc grâce aux relations qu'ils entretiennent dans les domaines économique, commercial et en matière d'investissements. L'effet de ce rapprochement pour la réunification est positif. De même, le refus depuis des années de la communauté internationale de reconnaître Taïwan a eu des conséquences positives en vue de la réunification. Si les autorités de Taïwan peuvent croire disposer d'appuis extérieurs à la politique qu'elles mènent en vue d'une reconnaissance, l'effet est contraire.

Le soussigné a rappelé à son interlocuteur que la position suisse à l'égard de la RPC demeurait inchangée. Il a ajouté qu'il n'était pas possible pour la communauté internationale d'isoler économiquement Taïwan tout en développant ses relations économiques avec la RPC, que les relations économiques des pays tiers devaient se développer tant avec le continent que l'île pour faciliter une réunification future, qu'il s'agissait là d'un développement allant dans le même sens que l'évolution des relations économiques entretenues par la RPC avec Taïwan.

Pour terminer, H dit encore que la visite du Secrétaire d'Etat F. Blankart à Taïwan constitue un problème bilatéral de nature politique. C'est pourquoi il n'est pas intervenu à ce sujet auprès de l'OFAEE. Il demande s'il n'est pas encore possible d'annuler cette visite. Si celle-ci devait tout de même avoir lieu, le gouvernement chinois demande que le Secrétaire d'Etat F. Blankart n'ait pas de contacts directs avec les autorités de Taïwan. Il attache beaucoup d'importance à ce point. Si le Secrétaire F. Blankart devait avoir des contacts avec des fonctionnaires de haut rang, la portée politique de sa visite serait beaucoup plus grande.

O. Yusaw Olivier Yersin



DFAE-Division politique II p.B.15.21.Cha.-YO/DCA p.B.15.11.Cha.

Berne, le 6 novembre 1992

Note à:	- DFAE
Bundesamt für Aussen	wirtschaft
No. Formosa	821
EE	
R - 9. NOV. 332	
ght !	
Kopie an	
1	- DFEP

- * Secrétaire d'Etat J. Kellenberger
- * DDIP
- * Secrétariat BRF
- * Secrétariat KE
- * Secrétariat général
- * Secrétariat politique
- * Service économique et financier
- * Presse et information
- * Ambassade de Suisse à Beijing
- * Consulat général de Suisse à Hong Kong
- * OFAEE, Secrétaire d'Etat F. Bankart (par fax)
- * OFAEE, Ambassadeur P.-L. Girard (par fax)
- * OFAEE, Pays asiatiques en développement et à commerce d'État
- * OFAEE, Pays industrialisés du Pacifique

Mission économique Suisse à Taïwan les 10/11 novembre 1992 dirigée par le Secrétaire d'Etat F. Blankart / Démarche de l'Ambassade de la République populaire de Chine

Vous trouverez ci-joint une note d'entretien relative à la démarche entreprise le 6 novembre 1992 auprès du soussigné par M. Huang Daosheng, Conseiller politique de l'Ambassade de la République populaire de Chine, à propos de la prochaine mission économique suisse à Taïwan, les 10 et 11 novembre 1992, dirigée par le Secrétaire d'Etat F. Blankart.

Division politique II p.o.

O. Yessin

Olivier Yersin

Annexe mentionnée

Copie avec annexe: SI, FMD, YO